



Caractéristiques générales des répondants

Par rapport aux résultats de décembre 2016, le profil des ménages composant l'échantillon de l'enquête mVAM a évolué de manière à être mieux réparti du point de vue géographique mais aussi du genre, avec plus de la moitié de répondants de sexe féminin (62%). Cependant, la large majorité des chefs de ménage (CM) restent des hommes (85% contre 81% lors de la dernière enquête). Or, ce sont principalement les chefs de ménage qui ont accès au téléphone portable, alors que seuls 15% des ménages enquêtés avaient à leur tête une femme.

D'un point de vue socio-économique, on constate que 51% des ménages déclarent avoir un téléviseur contre 71% lors de la dernière enquête mVAM, alors qu'il n'y a pas de changement significatif dans le niveau d'étude des chefs de ménage. Ceci montre cependant que l'échantillon est plus représentatif car ces taux se rapprochent de ceux observés lors de la dernière enquête EFSA de 2015 (31% de ménages ayant un téléviseur). Or, on constate une corrélation importante entre les caractéristiques socio-économiques des ménages et leur niveau de sécurité alimentaire.

Les tranches d'âge couvertes sont principalement des jeunes (33% de 18-30, 30% de 30-40, 15% de 40-50 et 21% de plus de 50 ans). En ce qui concerne la taille des ménages, on constate une difficulté dans la compréhension de cette question par les répondants, ce qui limite son analyse mais en se limitant aux ménages de maximum 25 personnes, la taille moyenne des ménages est de 9 personnes, dont 46% d'enfants. Ceci concorde avec la moyenne nationale de 7 personnes par ménage.

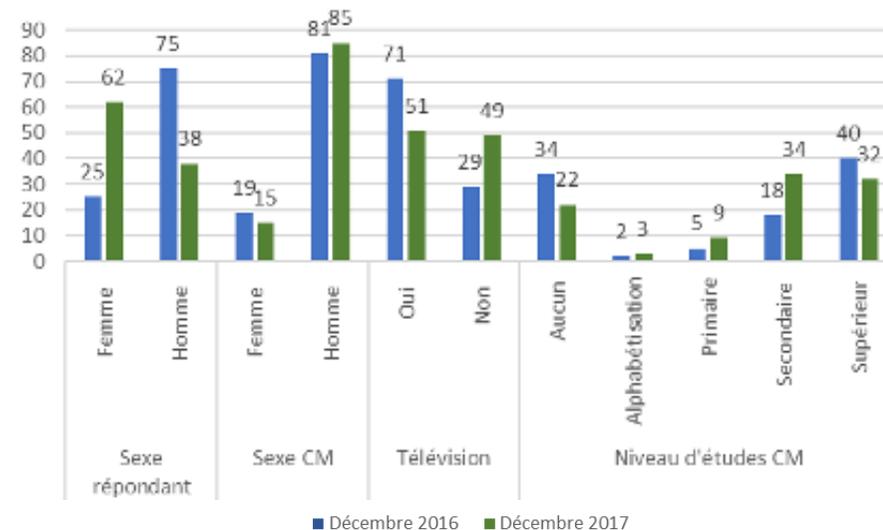


Fig. 2: Caractéristiques des ménages (Source: mVAM, décembre 2016 et décembre 2017)



Profil socio-économique des répondants

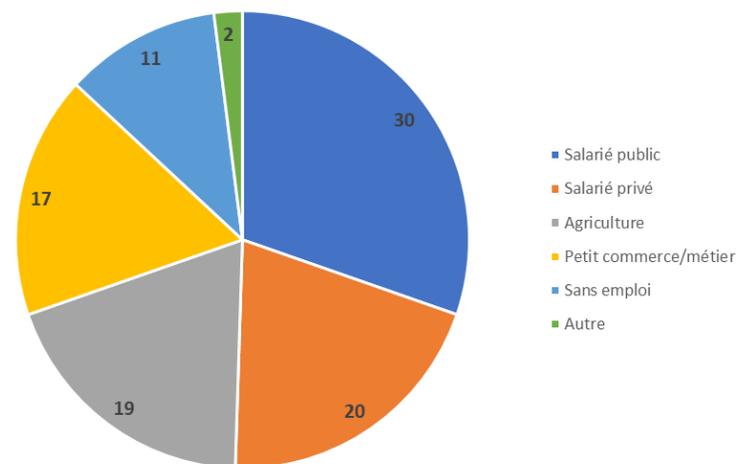


Fig. 3: Occupation du chef de ménage (%) (Source: mVAM, décembre 2017)

Le niveau d'éducation des chefs de ménages est comparable à celui de la dernière enquête mVAM, avec une répartition relativement homogène entre les ménages dirigés par une personne ayant un niveau d'éducation égal ou inférieur au primaire, 34% secondaire et 32% supérieur. Les principaux groupes d'occupation des chefs de ménages sont répartis comme suit : salariés publics et fonctionnaires (30%); salariés privés (20%); agriculture, élevage et pêche (19%); petits commerces et métiers (17%); répondants sans-emploi, retraités ou étudiants (11%) et autre (2%). D'après les villages de résidence indiqués par les répondants, 52% d'entre eux se trouvent en zone urbaine, contre 48% en zone rurale, ce qui explique le faible nombre de ménages agricoles par rapport à la moyenne nationale de 97% (PAM, 2014).

En ce qui concerne le type de logement, les ménages sont principalement répartis en habitations en dur (36%) ou semi-dur, cases et banco (64%). La majorité (84%) des répondants ont indiqué avoir un toit en paille, contre une minorité en tôle (16%). La grande majorité a accès à des latrines (82%), contre 10% des toilettes en dur et seulement 2% vivent dans un logement sans toilettes. La source d'approvisionnement en eau est principalement le forage pour la moitié des ménages appelés, contre 23% au robinet et 21% au puit.

Les enquêtes téléphoniques (mobile VAM - mVAM) constituent un moyen complémentaire aux enquêtes classiques permettant d'atteindre des populations plus reculées et à moindre coût. Bien que cette enquête permette d'obtenir une vue d'ensemble de la situation de la sécurité alimentaire en Guinée en cette période, il faut noter qu'un biais inhérent existe en raison de la composition de l'échantillon, qui est majoritairement constitué de jeunes et de personnes éduquées avec un bon travail, vivant dans des zones urbaines et ayant un meilleur accès à l'électricité et aux réseaux téléphoniques (voir section suivante et méthodologie (page 5) pour plus de détails).



Score de consommation alimentaire (FCS)

Les répondants ont été interrogés au sujet de la consommation alimentaire de leur ménage au cours des sept derniers jours. Les résultats indiquent que 12% des ménages ont une mauvaise consommation alimentaire (pauvre + limite), alors que la proportion de ménages ayant une consommation alimentaire acceptable est de 88%. Ceci contraste avec les résultats de l'enquête mVAM de décembre 2016, qui montraient un taux de consommation alimentaire pauvre ou limite de 15,2%. Ce taux a donc faiblement baissé depuis l'an dernier. En décembre 2017, seules les régions de Mamou (+10%), Labé et N'Zérékoré (respectivement 82% et 79%) enregistraient des taux plus élevés ou stables de consommation alimentaire pauvre et limite par rapport à l'enquête de décembre 2016. Le taux d'insécurité alimentaire est le plus bas dans la capitale Conakry, avec seulement 5% de ménages ayant une consommation alimentaire faible ou limite, contre 90% en décembre 2016.

En comparaison avec les résultats de la dernière enquête mVAM, on note donc une tendance à l'amélioration dans la plupart des régions du pays. Cependant, une analyse plus détaillée de l'échantillon montre que le changement de méthodologie a pu influencer ces résultats, et l'impact du profil de l'échantillon sur les résultats est détaillé à la page suivante. Ces tendances doivent également être mises en perspective avec d'autres éléments, tels que le recours à des stratégies de survie alimentaires (voir ci-dessous) et les flux migratoires. En effet, en 2017, 9% des migrants enregistrés en Europe étaient d'origine guinéenne, et les zones de départ massif étaient Mamou, mais aussi Boké, Kankan, et Labé ce qui indique une situation économique sous pression dans ces régions (OIM, 2018).

Enfin, la production agricole et les prix des denrées de base sont des éléments clés pour analyser la sécurité alimentaire. En raison de la disponibilité des produits alimentaires de base en cette période post-récolte, la plupart des ménages agricoles devraient disposer de stocks alimentaires suffisants pour les mois précédant la période de soudure. Cependant, la disponibilité alimentaire est en baisse par rapport à l'an dernier en raison d'une mauvaise campagne agricole 2017-2018 et de la hausse des prix des céréales par rapport à l'an dernier, comme détaillé à la page suivante.

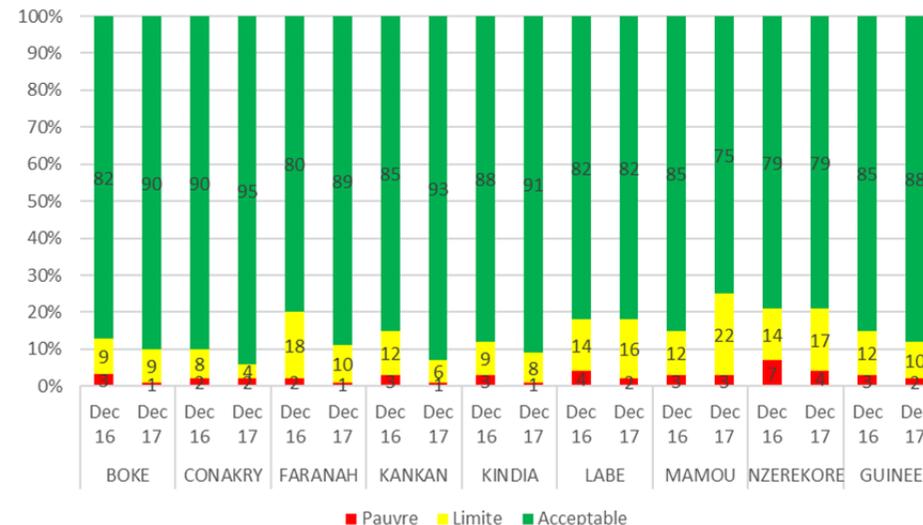


Fig. 4: Indice de consommation alimentaire (Source: mVAM, décembre 2016 et 2017)



Indice des stratégies de survie (rCSI)

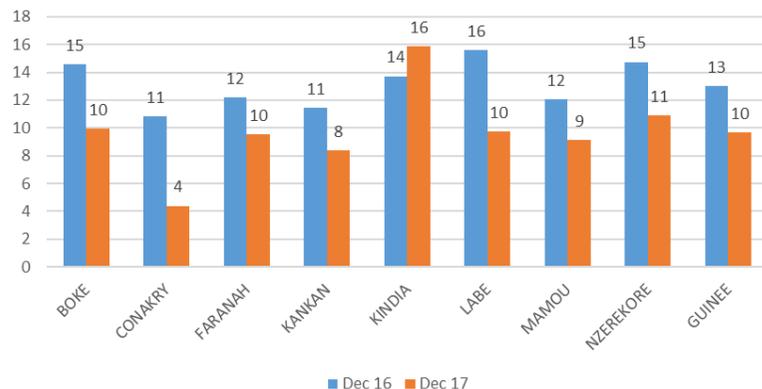


Fig. 5: Evolution des stratégies de survie (Source: mVAM, décembre 2016 et 2017)

Les stratégies d'adaptation utilisées par certains ménages nuancent la tendance à la baisse des indices de consommation alimentaire par région présentés ci-dessus. L'indice des stratégies de survie permet en effet d'étudier les stratégies alimentaires que les ménages adoptent lorsqu'ils ne peuvent pas accéder à la nourriture en quantité et qualité suffisante. Ces stratégies peuvent être la consommation d'aliments moins préférés car moins chers, l'emprunt de nourriture, la diminution des portions, la réduction de la consommation de certains membres du ménage au profit des enfants, ou la réduction du nombre de repas par jour.

Tandis que cet indice est à la baisse dans la plupart des régions par rapport à l'enquête mVAM de décembre 2016, on constate que les ménages de Kindia, qui bénéficient pourtant du taux de consommation alimentaire acceptable le plus élevé après Conakry (93%), ont plus souvent recours à des stratégies de survie négatives afin de faire face à leurs besoins alimentaires. Les ménages ayant eu recours à au moins une stratégie de survie sont à la baisse partout, sauf à Kindia (+3%) et N'Zérékoré (+2%), mais restent très élevés dans toutes les zones (84% en moyenne). Ceci nuance donc les résultats encourageants présentés ci-dessus, et l'analyse croisée de ces indices indique que les régions de N'Zérékoré, Mamou et Kindia sont les plus vulnérables en cas de choc. Des recherches plus approfondies sont cependant nécessaires pour comprendre les causes sous-jacentes de ces tendances.



Prix des produits alimentaires

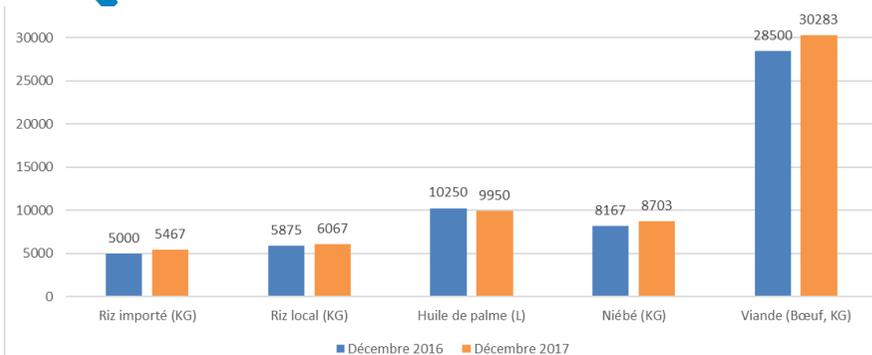


Fig. 6: Prix des marchés (Source: mVAM, décembre 2016 et 2017)

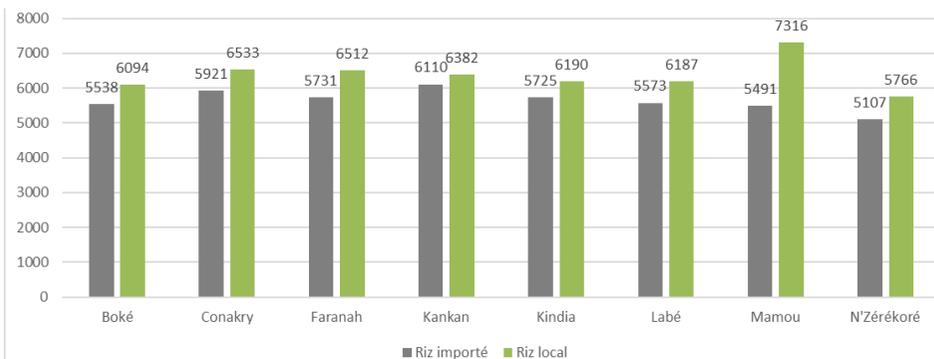


Fig. 7: Prix du riz importé et local par région (Source: <http://foodprices.vam.wfp.org/>)

Les projections du CILSS d'octobre à décembre 2017 montraient six préfectures sous-pressions: Labé et Siguiri, suite à la diminution des activités d'orpaillage diminuant la pression sur la consommation alimentaire mais aussi les revenus des activités minières, Beyla dont l'enclavement de certaines zones restreint l'approvisionnement en produits agricoles, ainsi que N'Zérékoré, Guéckédou, et Macenta, où les cultures de rente et d'élevage permettent cependant de stabiliser les revenus des ménages agricoles. Le mois de décembre correspond à la fin de la saison de récolte du riz. Les marchés sont donc approvisionnés de manière satisfaisante, mais en baisse par rapport à l'année précédente. En effet, l'année écoulée a été marquée par de plus faibles récoltes des suites de fortes perturbations pluviométriques qui ont affecté la production de riz de bas-fonds et de plaine, mais aussi d'autres cultures comme les cultures de rente. De plus, des attaques de nuisibles ont été constatées, comme la chenille légionnaire d'automne qui a ravagé des champs de maïs, et le mildiou qui a atteint la production de pomme de terre dans les zones de Labé et Mamou.

Les prix des denrées ont donc continué d'augmenter entre 2016 et 2017 comme l'année précédente, mais avec une inflation accrue par rapport à l'année de référence. De fin 2016 à fin 2017, les prix du kilogramme de riz importé et du riz local ont augmenté respectivement de +10,49% et +4,96%, d'après les résultats de l'enquête, mais avec des pics dépassant +20% dans certaines régions. La Haute et la Moyenne Guinée ainsi que la Guinée forestière ont été particulièrement affectées par les mauvaises récoltes de riz, des suites des inondations et de l'arrêt précoce des pluies lors de la dernière campagne agricole. Ainsi, les répondants déclarent : "Malgré le temps de récolte, le prix des denrées alimentaires sont très chers", ou encore "Avant, le sac de riz était moins cher, mais actuellement le prix a considérablement augmenté". Bien que le riz local soit plus cher que le riz importé, il reste le produit de prédilection des ménages guinéens, mais le faible pouvoir d'achat des ménages les amène à recourir à des aliments moins préférés. Les protéines (viande et poisson) restent moyennement disponibles sur les marchés et sont peu accessibles aux couches les plus vulnérables de la population, avec un coût au kilogramme avoisinant les 30.000 GNF pour la viande de bœuf et entre 13.000 et 25.000 GNF selon le type de poisson.

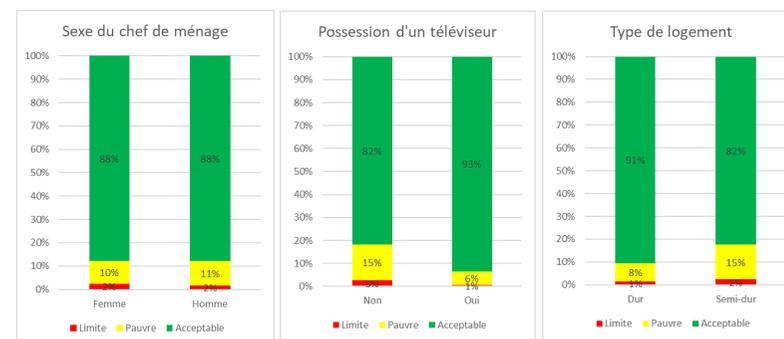
La source d'approvisionnement principale en aliments reste le marché pour 80,4% des ménages enquêtés, contre seulement 17,9% pour l'autoproduction et 1,6% les aides extérieures. L'impact de la variation des prix des marchés est d'autant plus important qu'une faible proportion des ménages enquêtés consomme ses propres produits agricoles. A l'échelle du pays on estime que 97% des ménages ruraux ont pour moyen de subsistance principal l'agriculture ou l'élevage (PAM, 2014), et dépendent donc du calendrier agricole.



Impact du profil de l'échantillon sur les résultats

Les enquêtes mVAM complètent mais ne remplacent pas les enquêtes en personne, car comme indique précédemment elles impliquent un biais en ciblant les personnes ayant un téléphone portable, et donc principalement des populations plus favorisées vivant dans des zones couvertes par le réseau téléphonique et ayant accès à l'électricité. Ce sont également plutôt les chefs de ménage, et donc des hommes, qui sont joignables. Par rapport à la dernière enquête mVAM, un effort particulier a été fournis pour obtenir un niveau suffisant de répondantes (62% de femmes ont été atteints), des profils socio-économiques plus représentatifs de la population générale et un échantillon mieux repartit à travers le territoire national, avec près de 48% de l'échantillon provenant de zones en dehors des communes urbaines. Il en ressort une forte corrélation entre les caractéristiques socio-économiques des ménages et leur niveau de sécurité alimentaire.

Fig. 8: FCS par profil de ménage (Source: mVAM, décembre 2017)





Méthodologie



Dans le cadre de la surveillance saisonnière de la sécurité alimentaire en Guinée, une campagne de collecte de données par téléphone (mVAM) s'est déroulée du 11 au 23 décembre 2017 sur l'ensemble du territoire guinéen. S'inscrivant dans la même logique que la dernière campagne de décembre 2016, le questionnaire portait sur les données socio-démographiques, la consommation alimentaire, les stratégies d'adaptation et le prix des produits de base. L'enquête comportait également une question ouverte, invitant les répondants à décrire la situation alimentaire actuelle dans leur communauté. Ce bulletin propose une analyse des résultats de cette enquête, tout en tenant compte des limitations inhérentes à la méthodologie des enquêtes téléphoniques.

La campagne a été conduite par des opérateurs téléphoniques en Français, Soussou, Malinké, Pulaar, Guerzé, Toma et Kissi. Une attention particulière a été portée à l'amélioration de la représentativité de l'échantillon par rapport à la dernière enquête mVAM. En effet, l'enquête

a porté sur une base de sondage de données de 20.000 numéros, parmi lesquels 2.246 répondants ont été tirés de façon aléatoire. Cette base couvrait les trois réseaux principaux en Guinée, à savoir Orange, MTN et Cellcom. Une contrainte était d'atteindre au moins 50% de répondants de sexe féminin. De plus, contrairement aux quotas de la campagne précédente qui étaient de 250 par région, les quotas géographiques ont été redéfinis de manière proportionnelle à la population des différentes préfectures, et répartis comme suit par région (voir ci-contre).

D'un point de vue technique, un logiciel de sondage a été développé pour l'automatisation du formulaire. Des outils de gestion des appels, des flux entrant et sortants d'appel et une passerelle interconnectant le réseau téléphonique IP au réseau GSM ont également été mis en place. Après le chargement des numéros pour chaque opérateur, les appels étaient émis de manière aléatoire à l'ouverture de l'application. Neuf opérateurs ont pris part à cette campagne, sous la surveillance de deux superviseurs. Une équipe de contrôle veillait à la qualité des appels en filtrant et validant les formulaires finalisés. Les participants à l'enquête ont chacun reçu un crédit téléphonique de 5.000 GNF suite à la validation de leur questionnaire. Les réalisations journalières du call-center étaient transmises au PAM quotidiennement pour vérification, et des solutions étaient développées et intégrées au système au besoin pour corriger d'éventuels problèmes rencontrés suite à l'analyse des résultats journaliers.

La campagne s'est déroulée sans difficultés majeures. Au total, 4.008 appels aléatoires ont été passés sur la base de données des numéros présélectionnés. Au total, 2.246 personnes ont été contactées selon les quotas géographiques et de genre établis. La réticence ou la gêne de certains répondants à fournir des réponses à certaines questions, comme les stratégies de survies, a constitué un facteur limitant. D'autres éléments ont impacté le déroulement de la campagne, comme la demande à être rappelé ultérieurement (265 appels), le refus du correspondant de répondre, par exemple à cause du manque de confiance des suites de certaines campagnes d'arnaques téléphoniques perpétrées dans le pays (334 appels) et le nombre élevé d'appels interrompus (120), notamment des suites d'un problème de réseau dans les zones reculées.

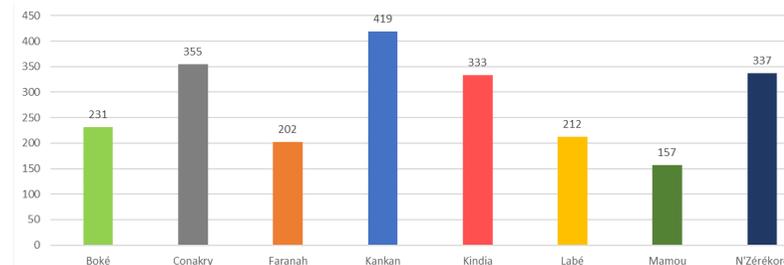


Fig. 9: Nombre de répondants par région (Source: mVAM, décembre 2017)

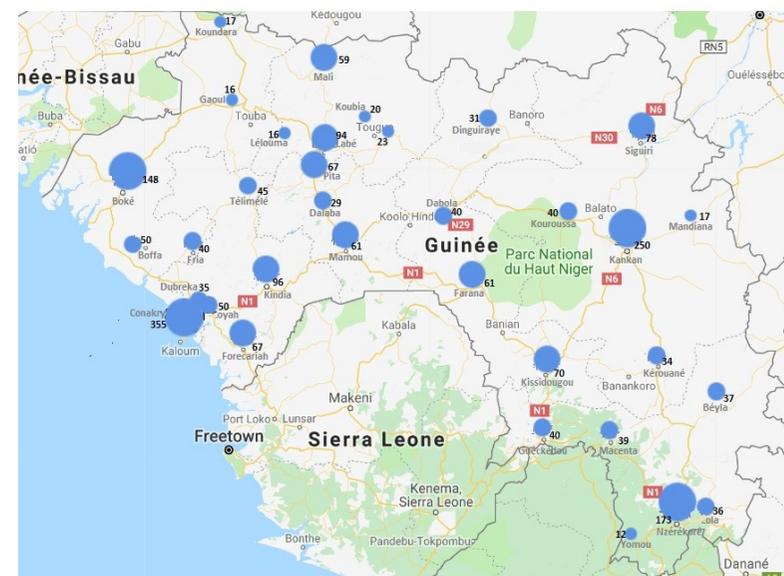


Fig. 10: Répartition géographique des répondants (Source: pam.uof-gn.com/carte)



Pour plus d'information

Anaïs Dresse anaïs.dresse@wfp.org

Bureau Régional Dakar rbd.vam@wfp.org

mVAM Resources:

Website: http://vam.wfp.org/sites/mvam_monitoring/

Blog: mvam.org

Toolkit: <http://resources.vam.wfp.org/mVAM>



Des informations supplémentaires sont disponibles en ligne ici: http://vam.wfp.org/sites/mvam_monitoring/index.html

Les précédentes évaluations sur la Guinée sont disponibles ici: http://vam.wfp.org/CountryPage_assessments.aspx?iso3=GIN

Pour consulter le protocole de l'enquête, cliquez ici: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-000064141/download/>